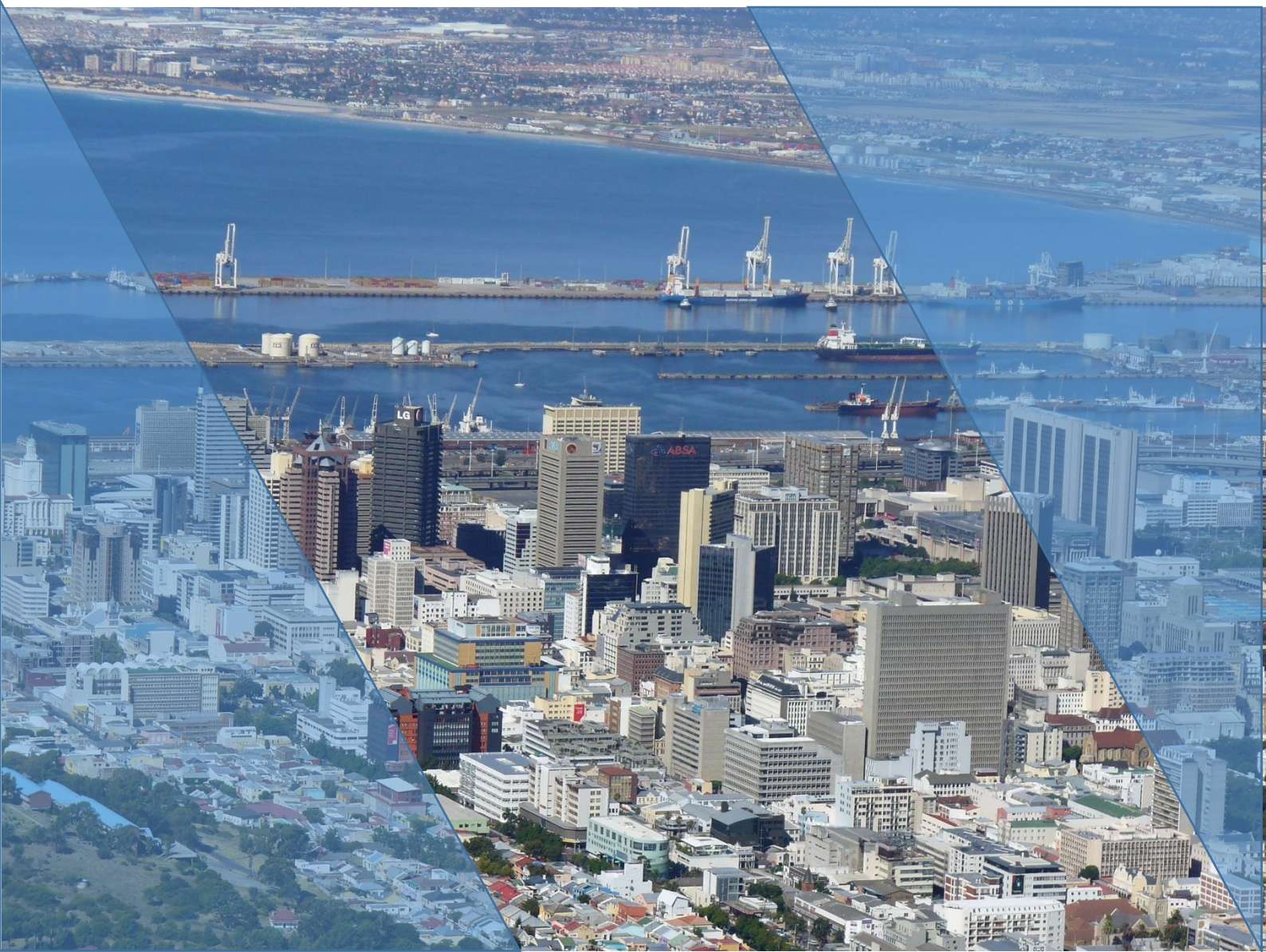


Enquête SOAS sur l'Arbitrage en Afrique

Arbitrage Interne et International: Perspectives par les praticiens
africains de l'arbitrage

2018



broderick|bozimo&company
dispute resolution lawyers | since 1971

Table des matières

		Page
1	Associer la voix de l'Afrique au débat mondial	4
2	L'équipe de recherche	5
3	Sommaire	6
4	Principaux résultats de la recherche	7
5	Méthodologie	11
6	Profession principale des répondants	12
7	Juridictions africaines ayant des praticiens actifs dans l'arbitrage	14
8	Expérience des praticiens africains de l'arbitrage	17
9	Croissance de l'arbitrage interne	21
10	Formation en arbitrage	24
11	Adhésion aux associations d'arbitrage	26
12	Participation à la Médiation	27
13	Visibilité des praticiens de l'arbitrage	29
14	Impact de l'arbitrage sur la résolution des conflits	31
15	Effectivité des lois nationales sur l'arbitrage	33
16	Soutien de la justice étatique à l'arbitrage	34
17	Résumé	35

Les statistiques de certaines institutions d'arbitrage, notamment celles du CIRDI,ⁱ révèlent que le nombre de litiges impliquant les parties africaines est en augmentation dans l'arbitrage international. Cette augmentation contraste avec le nombre peu élevé de praticiens africains nommés, qu'ils soient avocats, arbitres ou secrétaires de tribunaux arbitraux. Cette disparité a soulevé des préoccupations, en l'occurrence chez les praticiens de l'arbitrage en Afrique. Les causes du contraste sus évoqué, telles qu'elles résultent des documents publiés et des conférences peuvent généralement être classées en trois grandes catégories: manque d'expertise; manque d'information sur les praticiens africains compétents en matière d'arbitrage; manque de confiance dans les capacités des praticiens africains de l'arbitrage.

La base ou la preuve de ces assertions n'a jamais été déterminée empiriquement. Elle est restée en l'état de perceptions. Malheureusement, la conséquence directe de ces perceptions est que les praticiens africains de l'arbitrage «passent à côté» de leur représentativité dans l'arbitrage international et s'en éloignent. L'importance croissante de l'arbitrage à l'échelle mondiale et en Afrique confirme de telles perceptions, d'où la nécessité de les contester empiriquement. Cette première édition de l'enquête SOAS sur l'arbitrage en Afrique vise à confirmer ou infirmer ces perceptions.

Cette enquête vise à:

1. Fournir une plate-forme qui permettra aux Africains d'exprimer leur point de vue et leurs expériences en matière de l'arbitrage interne et international;
2. Coordonner efficacement les «voix africaines» dans le discours sur l'arbitrage international; et
3. Fournir des preuves provenant des praticiens de l'arbitrage en Afrique portant sur leurs connaissances, leur expertise et leurs compétences en matière d'arbitrage interne et international.

Ce rapport d'enquête apporte des éléments qui peuvent servir de fondement pour les futures discussions sur l'expertise, l'expérience, les compétences et la participation des praticiens africains de l'arbitrage.

L'équipe de recherche

Emilia Onyema: chef d'équipe de cette recherche et auteur de ce rapport. Professeur de droit commercial international à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres, sa recherche s'est concentrée ces dernières années sur le développement de l'arbitrage en Afrique. Elle a, à cet effet, coordonné une série de conférences sous l'égide de la SOAS sur l'arbitrage sur l'arbitrage en Afrique (2015-2018). Sa dernière publication est intitulée *Repenser le rôle des tribunaux nationaux africains dans l'arbitrage*, Kluwer International, 2018.

Isaiah Bozimo: avocat associé à Broderick Bozimo and Company, Abuja, il a partiellement financé la recherche et contribué à la rédaction de ce rapport.

Prince N. C. Olokotor: assistant de recherche, il a travaillé à la rédaction de ce rapport. Il est titulaire d'un doctorat en droit spécialisé en arbitrage commercial international de la SOAS de Londres et est avocat auprès de la Cour suprême du Nigeria.

Christine Djumpah: en poste au département académique de l'école de droit de la SOAS, elle a fourni un soutien technique à la mise en ligne du questionnaire de l'enquête et a conçu la couverture de ce rapport.

Sommaire

L'arbitrage est devenu un mécanisme universel de règlement des différends, commerciaux en l'occurrence. Si l'augmentation des références sur l'arbitrage interne et l'arbitrage international en rapport avec l'Afrique est évidente, il n'en demeure pas moins que la participation d'arbitres et d'avocats africains à des arbitrages internationaux, y compris ceux en rapport avec l'Afrique demeure faible, indépendamment de la forte présence des parties africaines en tant que parties aux différends dans l'arbitrage international.

Cette enquête réalisée auprès des praticiens africains de l'arbitrage fournit des données originales et des informations sur leur expertise, leur expérience, leur compétence et leur point de vue sur l'arbitrage, de même que leur degré de participation à l'arbitrage interne et international. Les données recueillies permettent de faire entendre l'opinion des praticiens africains, longtemps absente, mais pourtant très nécessaire dans le développement de l'arbitrage. Enfin, l'enquête permet d'avoir quelques explications sur la représentation déséquilibrée des arbitres, des conseils et des secrétaires de tribunaux arbitraux dans l'arbitrage international, par les africains eux mêmes.

Principaux résultats de la recherche

Les principales conclusions de l'enquête sont les suivantes:

Une grande majorité des répondants ont un profil juridique:

- 90,6% des répondants sont des avocats, parmi lesquels 73,3% travaillent dans des cabinets d'avocats.
- 83,8% des répondants se décrivent comme des praticiens de l'arbitrage.
- Les répondants sont intervenus en qualité: d'avocat, d'arbitre, ou secrétaire de tribunal, universitaire, consultant et conseiller juridique.

On dénombre des praticiens actifs dans l'arbitrage dans certaines juridictions africaines:

- Des arbitres actifs sont effectifs dans les pays africains suivants: Bénin, Botswana, Egypte, Ethiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Namibie, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Zambie, et Zimbabwe.
- Certaines des personnes interrogées ont une double qualification et exercent également dans des juridictions non africaines, notamment: Australie, Brésil, France, Inde, Malaisie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Portugal, Singapour, Émirats arabes unis (Dubai), Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique.

Les praticiens africains de l'arbitrage sont sous-représentés dans l'arbitrage:

- Au cours de la période visée (2012-2017), 82,2% des répondants n'ont pas siégé en tant qu'arbitre dans un arbitrage international et 58% n'ont pas siégé comme arbitre dans un arbitrage interne.
- Au cours de la même période, 59,2% des répondants ne sont pas intervenus comme avocats dans un arbitrage international et 40,3% des répondants ne sont pas intervenus en qualité d'avocats dans un arbitrage interne.

Les praticiens africains de l'arbitrage soutiennent que leur participation à l'arbitrage international est insignifiante:

- 74,3% des répondants affirment ne pas participer de manière adéquate à l'arbitrage international.

Trois principales raisons peuvent expliquer la sous-représentation des arbitres africains dans l'arbitrage international:

- Mauvaise perception des praticiens de l'arbitrage en Afrique (par leurs collègues étrangers) comme manquant d'expertise et d'expérience.
- Préjugés des autorités de nomination en faveur d'avocats ou d'arbitres étrangers.
- Absence de désignation de praticiens africains par les africains eux-mêmes.

Les praticiens africains de l'arbitrage ont plus d'expérience en matière d'arbitrage interne que d'arbitrage international:

- Au cours de la période visée dans ce rapport, 41,1% des participants ont siégé comme arbitre pour au moins un différend en matière interne, alors que 17,8% seulement des répondants ont siégé comme arbitre dans au moins un arbitrage international.
- Au cours de la même période, 64,4% des répondants sont intervenus comme avocats dans au moins un arbitrage interne; et 40,8% sont intervenus en qualité de conseil (ou coconseil) dans au moins un arbitrage international.

Les praticiens africains intervenants en qualité de Secrétaire de tribunaux arbitraux sont davantage intervenus dans un arbitrage interne que pour des audiences relatives à un arbitrage international:

- Au cours de la période considérée, 22,5% des répondants sont intervenus comme secrétaire de tribunal arbitral dans des arbitrages internes contre 7,9% qui sont intervenus en qualité de secrétaire du tribunal arbitral dans des différends liés à l'arbitrage international.

Une majorité significative de praticiens africains de l'arbitrage ont une formation spécifique en arbitrage :

- 81,7% des répondants ont suivi une formation officielle en droit et pratique de l'arbitrage, tandis que 23% ont étudié l'arbitrage dans le cadre d'un diplôme supérieur universitaire.
- 72% d'entre eux ont été formés par le Chartered Institute of Arbitrators tandis que 28% ont suivi une formation dispensée par d'autres organismes.

Une majorité importante de praticiens africains de l'arbitrage sont membres d'associations d'arbitrage:

- 80,1% des participants ont adhéré à une organisation d'arbitrage.
- 80% d'entre eux sont membres du Chartered Institute of Arbitrators.
- 42% sont membres de différents organismes et institutions d'arbitrage.

Certains arbitres africains interviennent également en tant que médiateurs:

- 45,5% des répondants sont intervenus en qualité de médiateur (en plus de leur pratique de l'arbitrage).
- 32,1% d'entre eux sont intervenus en qualité d'arbitre sur six différends ou plus, tandis que 64,4% sont intervenus en qualité d'arbitre entre un et cinq différends.

Certains arbitres africains utilisent des plateformes en ligne pour commercialiser leur expertise et leur disponibilité afin d'intervenir en tant qu'arbitre:

- 74,3% des répondants ont leur profil ou leur CV disponible sur le site internet de leur entreprise et sur d'autres plateformes professionnelles en ligne (par exemple LinkedIn) et sociales (par exemple Facebook).
- Un nombre important de répondants (25,7%) n'ont ni profil ou CV en ligne.

L'arbitrage interne est en croissance en Afrique:

- 85,3% des répondants affirment que l'arbitrage interne est en croissance dans leur juridiction. 8% des répondants seulement ont une opinion contraire.

Les législations africaines sur l'arbitrage interne sont efficaces:

- 55% des participants soutiennent que leur législation interne sur l'arbitrage est efficace.
- 33% des participants estiment que leur législation interne sur l'arbitrage doit être révisée.
- 11,7% des participants affirment que leur législation interne sur l'arbitrage n'est pas efficace.

Il existe un solide soutien judiciaire à l'arbitrage en Afrique:

- 55,7% des répondants ont indiqué que leur système judiciaire était efficace.
- 32,2% des répondants ont indiqué que leur système judiciaire était moyen.
- 12,1% des répondants ont indiqué que leur système judiciaire était pauvre.

Méthodologie

Cette recherche a été menée en utilisant tout simplement un questionnaire en ligne. Cette méthode de recherche quantitative a été choisie pour permettre d'atteindre le plus grand nombre possible de praticiens africains de l'arbitrage et d'en assurer une large diffusion géographique. Le questionnaire comportait 36 questions et était disponible en trois langues à savoir l'arabe, l'anglais et le français. Ces langues visaient à atteindre 89% des pays africains; le questionnaire n'a toutefois pas pris en compte les six pays africains lusophones (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap-Vert, Sao Tomé-et-Principe et Guinée équatoriale) qui utilisent la langue portugaise et représentent 11% des États africains.ⁱⁱ

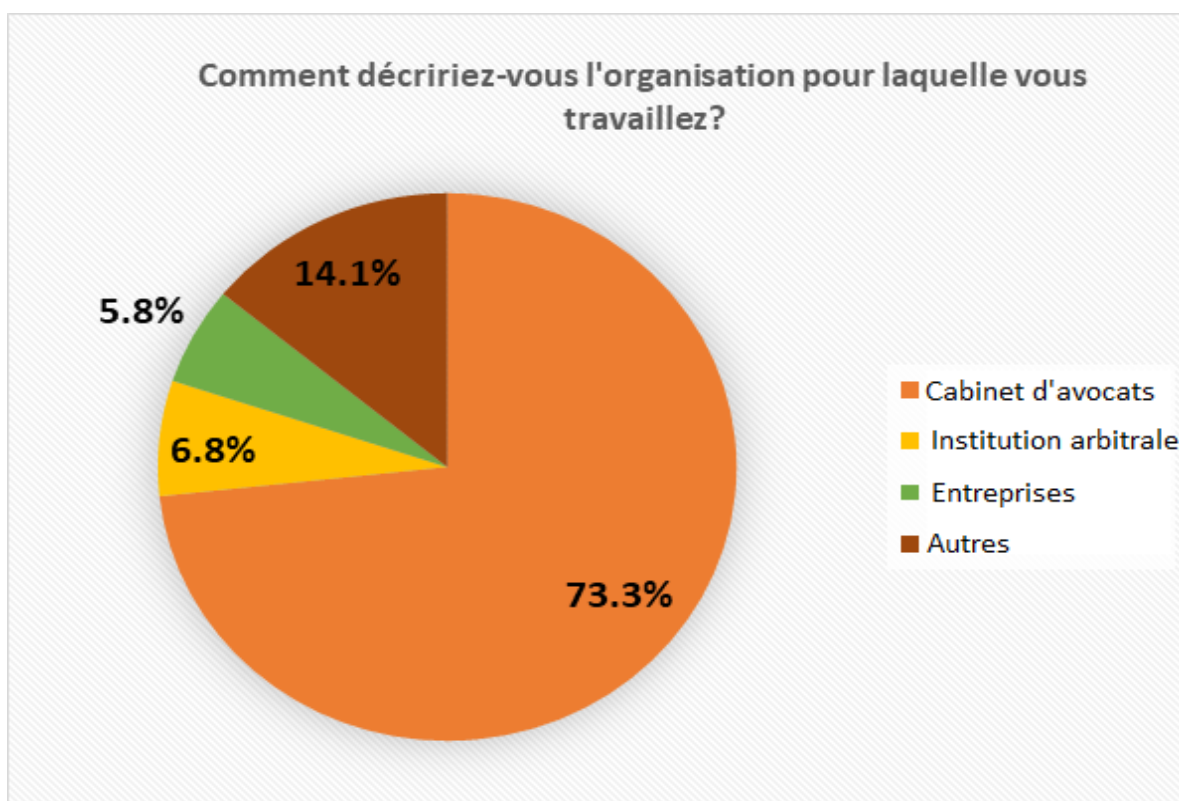
Le questionnaire en arabe, en anglais et en français pouvait être téléchargé sur un site internet avec des liens permettant sa distribution par email aux praticiens de l'arbitrage à travers le continent, via plusieurs bases de données, sur la base de la méthode en cascade.

Le questionnaire pouvait être rempli pendant six semaines. À la fin de cette période, 191 réponses ont été reçues, dont 161 en anglais; 9 en arabe; et 21 en français. Il y'a lieu de mentionner que le logiciel utilisé pour le questionnaire traduit automatiquement les questions et réponses en anglais. En outre, il importe de préciser que de nombreux praticiens africains conduisent couramment des affaires dans plus d'une de ces langues. Il est par conséquent vraisemblable que la plupart des répondants aient répondu au questionnaire en anglais, même s'ils parlent couramment l'arabe ou le français. Les résultats de l'enquête sont résumés ci-après.

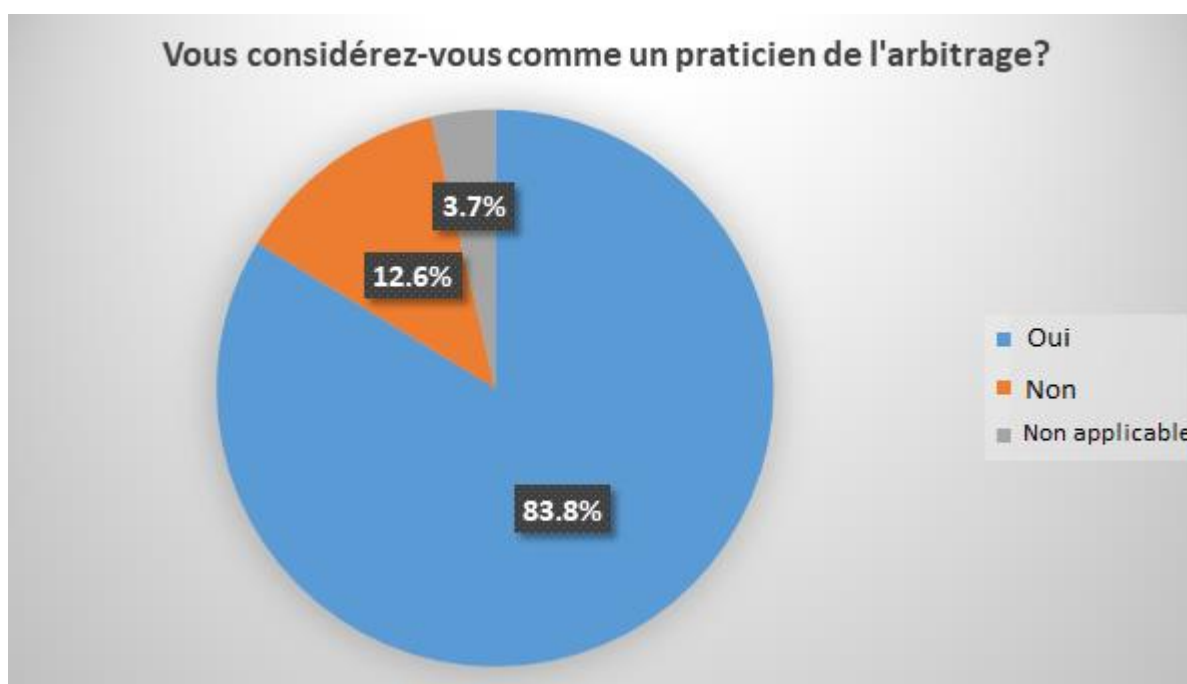
Profession principale des répondants



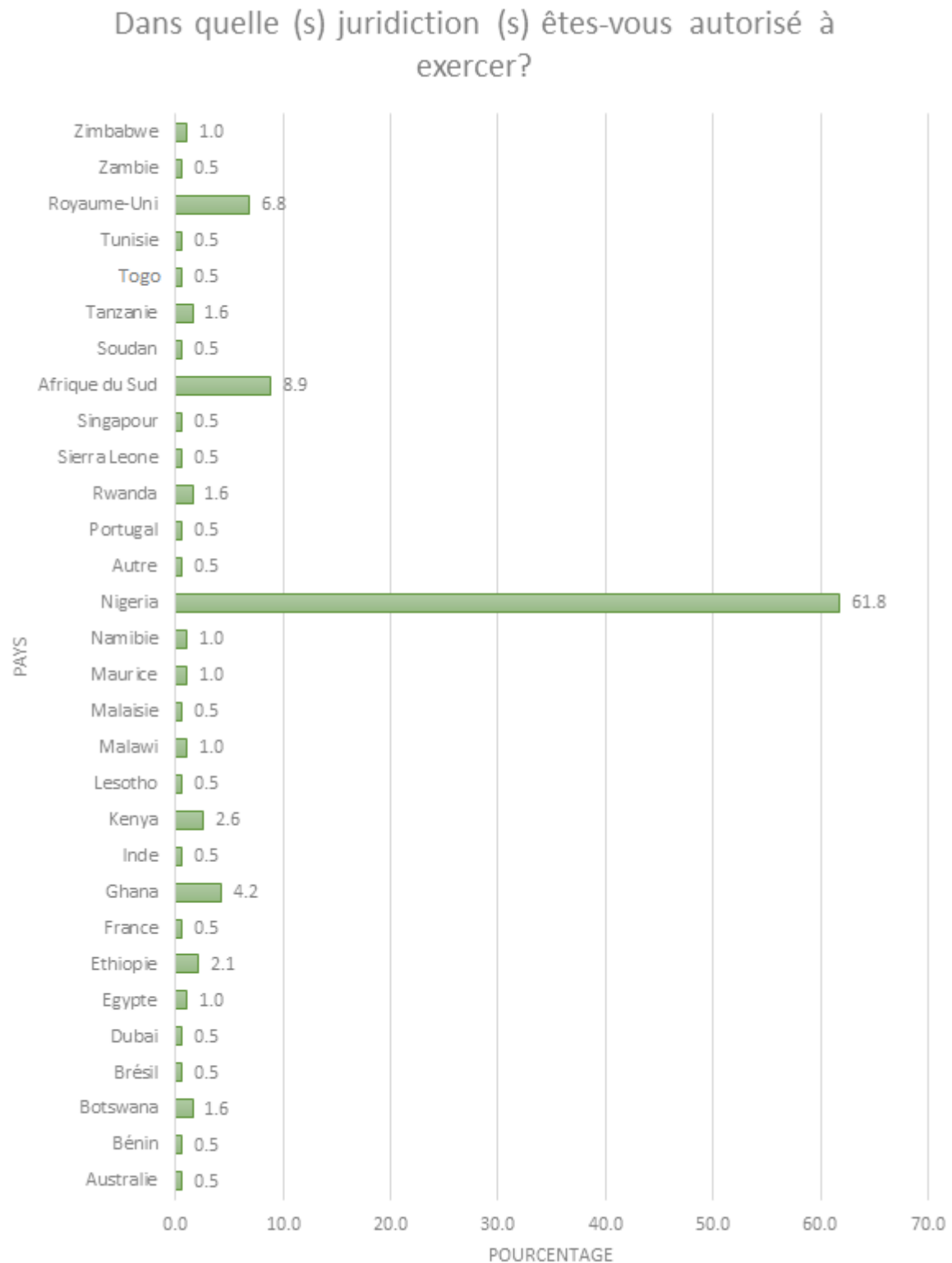
L'écasante majorité (90,6%) des répondants qui considèrent l'arbitrage comme leur profession principale sont des avocats. Ce résultat n'est pas particulièrement surprenant. L'arbitrage est un mécanisme de règlement des différends et, comme dans d'autres parties du monde, les avocats sont les principaux professionnels engagés dans les affaires de règlement des différends en Afrique. Sur la nature de l'organisation pour laquelle les répondants travaillent, une majorité de 73,3% travaillent dans des cabinets d'avocats, certains répondants travaillent dans des centres d'arbitrage, comme juristes d'entreprises, dans le domaine de la construction et dans d'autres structures.

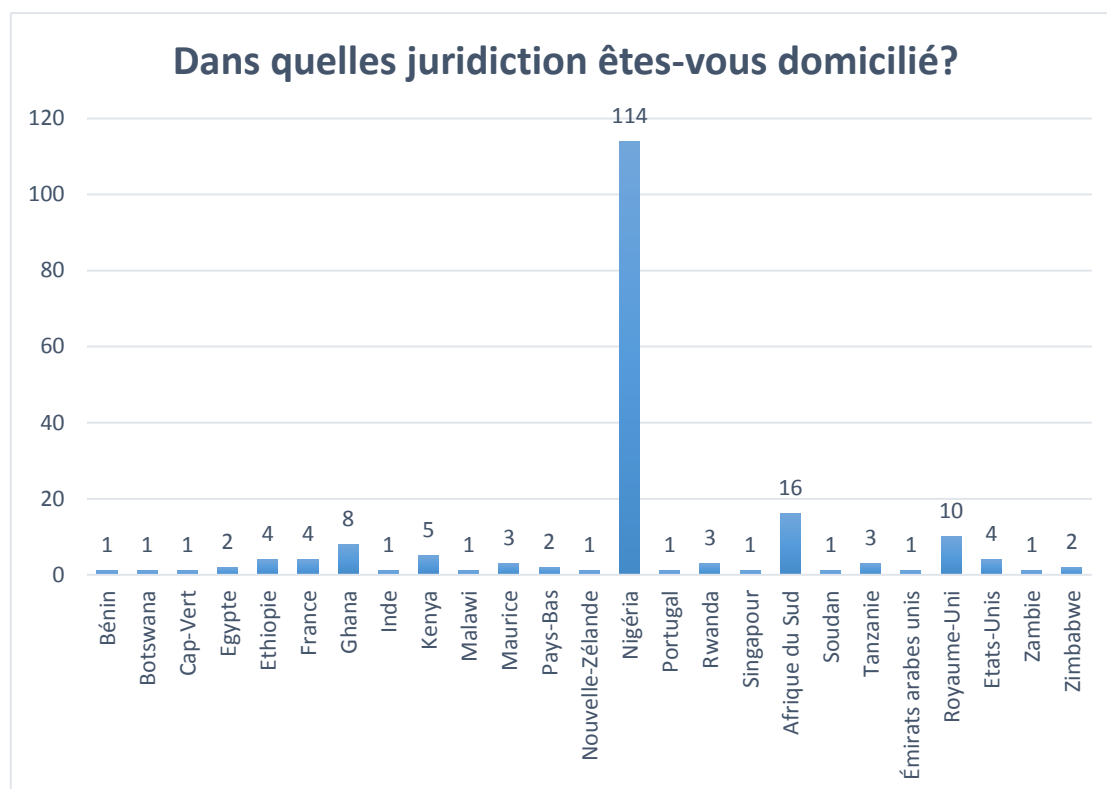


La question de savoir si les répondants se considèrent comme des praticiens de l'arbitrage a recueilli 83,8% de réponses affirmatives. Les répondants ayant répondu par l'affirmative sont intervenus en qualité de conseils juridiques, d'arbitres, de secrétaires de tribunaux arbitraux, de conseils, et de formateurs en arbitrage.



Les juridictions africaines ayant des praticiens actifs en matière d'arbitrage





Les juridictions dans lesquelles l'arbitrage est pratiqué et le lieu de résidence des répondants nous donnent une indication de la situation géographique de la majorité des personnes interrogées. Nous avons reçu des réponses des pays suivants: Nigéria, Ghana, Afrique du Sud, Ile Maurice, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande, Kenya, Ethiopie, Pays-Bas, Rwanda, Tanzanie, Soudan, Malawi, Botswana, Sierra Leone, Zimbabwe, Bénin, Togo, Malaisie, Etats-Unis, France, Émirats arabes unis, Égypte, Brésil, Portugal, Singapour, Zambie, Lesotho, Namibie et Inde. La majorité des participants sont domiciliés au Nigéria, d'où la question de savoir si le Nigeria a plus de praticiens de l'arbitrage que les autres pays africains.

Pour répondre à cette question, nous avons comparé les données recueillies avec le nombre de membres africains du Chartered Institute of Arbitrators (CIArb) par pays à la fin de décembre 2017. Selon les chiffres obtenus du CIArb, 2 483 de ses 15 000 membres sont domiciliés dans des États africains. 51,3% (c'est-à-dire 1 sur 250) d'entre eux se trouvent au Nigéria. Le Kenya arrive loin derrière avec 25,65% (soit 637 membres); L'Afrique du Sud est troisième avec 4,67% (soit 116) des membres; et l'Egypte est quatrième avec 4,18% (soit 104) des membres.ⁱⁱⁱ

Cette comparaison pourrait être la preuve, s'il en fallait encore une, qu'il y a beaucoup plus de praticiens de l'arbitrage formés à la branche Nigériane du CI Arb que dans tous les autres pays africains.^{iv}

La formation arbitrale du CI Arb étant « réputée dans le monde »,^v ces données montrent qu'il y a au moins 2 483 individus dans différents pays africains que les parties (et leurs conseils) qui cherchent à nommer des arbitres peuvent choisir.

Expérience des praticiens africains de l'arbitrage

Le deuxième groupe de questions visait à comprendre l'expérience des répondants dans l'arbitrage au cours des cinq dernières années (2012-2017), soit sur la période de référence.

En tant qu'arbitre

Au cours de la période de référence, 41,1% des répondants sont intervenus en tant qu'arbitre dans au moins un différend en matière interne contre 17,8% des répondants qui sont intervenus en tant qu'arbitres dans au moins un différend en matière internationale. 10% des répondants sont intervenus comme arbitres dans plus de dix litiges en matière interne contre 5% des répondants qui sont intervenus comme arbitres dans plus de dix références dans des arbitrages internationaux.

Cependant, la majorité des répondants ne sont pas intervenus en tant qu'arbitres au cours des cinq dernières années dans des litiges internes (58%) ou internationaux (82,2%). Cette constatation confirme la preuve anecdotique qu'il existe un déséquilibre disproportionné dans la désignation des arbitres africains dans les différends internationaux, bien que certains (quoique très peu) arbitres africains soient nommés dans lesdits différends.

Le résultat surprenant de cette enquête est que cette absence de nomination est également perceptible sur la scène nationale. Comme mentionné ci-dessus, 58% des répondants ne sont pas intervenus en tant qu'arbitres dans un différend en matière interne au cours de la période considérée, mais environ 10% des répondants sont intervenus comme arbitres dans 11 références nationales ou plus; cette configuration soulève la question de savoir si un groupe restreint d'individus intervient en qualité d'arbitres dans la plupart des différends domestiques dans divers pays africains. Si la réponse est affirmative cela signifie que la même contestation observée dans l'arbitrage international, où seule une portion d'arbitres obtient la majorité des nominations, se reproduit dans l'arbitrage interne dans les pays africains.

Ce constat fait ressortir le besoin urgent d'introduire la diversité dans l'arbitrage interne en Afrique et de la mettre rapidement en application surtout si l'on considère que 85,3% des répondants affirment que l'arbitrage interne est en croissance dans leurs juridictions. Avec cette croissance, il est nécessaire de veiller à ce qu'un plus grand nombre de praticiens africains de l'arbitrage soient nommés en qualité d'arbitres dans ces litiges internes.

En tant que conseil

Les résultats sont meilleurs lorsque les praticiens africains interviennent en tant que conseil dans l'arbitrage interne et international. Dans l'arbitrage interne et au cours de la période visée, 42,4% des répondants sont intervenus en qualité d'avocats dans un à cinq différends, 12% sont intervenus en qualité de conseil dans six à dix différends et environ 10% sont intervenus en qualité de conseils dans au moins 15 différends. Ces chiffres indiquent que la majorité des « praticiens de l'arbitrage » en Afrique sont actifs en tant qu'avocat.

Ces données sont appuyées par 90,9% des répondants qui sont des avocats, parmi lesquels 73,3% travaillent dans des cabinets d'avocats. On peut supposer que ces cabinets d'avocats sont impliqués les litiges arbitraux en tant qu'avocat. Il ne faut pas écarter les 40,3% des répondants qui ne sont intervenus en qualité de conseil que dans le cadre d'un arbitrage interne. Ceux-ci peuvent être comptabilisés en partie parmi les répondants (26,7%) qui ne sont pas rattachés à des cabinets d'avocats.

La situation est pratiquement la même dans l'arbitrage international au cours de la même période. 31,4% des répondants sont intervenus en tant qu'avocat dans un à cinq différends, 4,2% dans six à dix différends, 1% dans 11 à 15 différends et 4,2% dans 15 différends ou plus. Par conséquent, 40,8% des répondants sont intervenus en qualité de Conseil juridique dans des cas d'arbitrage internationaux au cours des cinq dernières années. Néanmoins, il reste encore une majorité de 59,2% des personnes interrogées qui ne sont pas intervenus comme conseil en matière arbitrage international au cours de la période considérée. Les 40,8% des participants qui sont intervenus en qualité de conseil incluent ceux qui interviennent en tant que co-conseil (avec des cabinets étrangers).

Ces données sont encourageantes lorsqu'on les compare avec les 17,8% de répondants qui ont siégé en tant qu'arbitres dans des arbitrages internationaux au cours de la même période. Avec la croissance prévue et le développement de l'arbitrage sur le continent, l'expansion des entreprises africaines et l'augmentation des conflits arbitrables, la participation des praticiens africains en tant que conseil (ou co-conseil) dans l'arbitrage international va s'amplifier.

Secrétaire du Tribunal

On retrouve des tendances similaires à celles observées précédemment en ce qui concerne les praticiens africains de l'arbitrage intervenants en qualité de secrétaires de tribunaux arbitraux au cours de la période considérée. Un nombre important de répondants (22,5%) sont intervenus davantage dans des arbitrages internes que dans des arbitrages internationaux (7,9%). En matière d'arbitrage interne, environ 2% des répondants sont intervenus comme secrétaire de tribunal arbitral dans 11 à 15 arbitrages, tandis qu'en matière d'arbitrage international, on compte entre six et dix références seulement pour environ 2% des répondants. Aucun répondant n'est intervenu en qualité de secrétaire du tribunal dans au moins 15 différends en matière d'arbitrage international au cours de la période de référence.

On constate une propension à la diversité et à la croissance dans la fonction de secrétaire du tribunal arbitral; cette propension s'explique par le grand nombre de jeunes praticiens africains de l'arbitrage actifs sur le continent, formés et disponibles pour servir en qualité de secrétaire de tribunal.

Environ 21% des répondants (40 réponses) sont également intervenus à d'autres titres dans l'arbitrage: témoins experts, transcripteurs, interprètes, assistants de recherche consultants (la liste n'étant pas exhaustive).

Un répondant a indiqué:

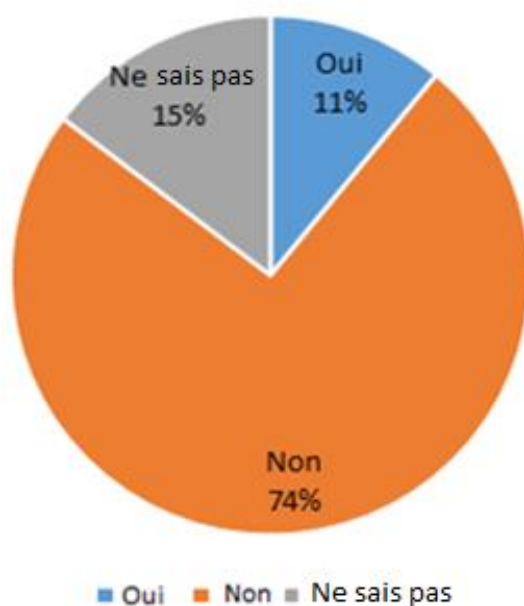
"Il sera bon d'avoir des chiffres réels à mesurer, mais il semble que les arbitres africains ne sont pas souvent choisis et ne se choisissent pas souvent pour la majorité des questions dans l'arbitrage international. Il y a cependant quelques Africains qui sont bien connus dans l'arbitrage international et qui ont probablement une grande charge de travail. La plupart des sujets sont encore privés, dès lors, une recherche empirique comme celle-ci sera bénéfique".

Ce rapport apporte des éléments pour corroborer cette affirmation.

Le constat selon lequel les praticiens africains de l'arbitrage sont sous-représentés dans l'arbitrage international est également conforté par 74,3% des répondants qui ne croient pas que les praticiens africains de l'arbitrage participent de manière adéquate à l'arbitrage international. 11% des répondants affirment que la participation est convenable, tandis que 14,7% n'ont pas d'opinion sur cette question.

Certaines des raisons invoquées pour expliquer le manque de participation adéquate vont de la perception médiocre et des stéréotypes négatifs, à l'échec des africains à nommer leurs confrères africains.

Pensez-vous que les praticiens africains de l'arbitrage participent de manière adéquate à l'arbitrage international ?



Commentaires des répondants:

« Les parties tendent à graviter vers des conseils situés dans des sièges d'arbitrage établis. On a l'impression que les praticiens basés en Afrique manquent d'expertise et de l'expérience requises ».

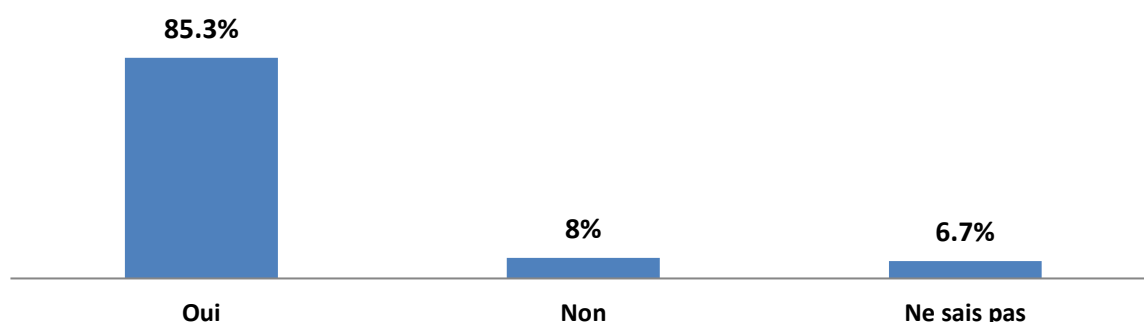
« Les africains, en particulier les pays africains, ne nomment pas les africains en matière d'arbitrage international. Ils préfèrent les arbitres étrangers ».

« Préjugé et manque d'opportunité. Il existe de nombreux praticiens de l'arbitrage en Afrique qui sont qualifiés pour participer à l'arbitrage international, mais les parties qui sont généralement des multinationales ont tendance à engager des praticiens étrangers, soit comme conseils ou arbitres, dans leur pays d'origine ».

Croissance de l'arbitrage interne

Comme observé ci-dessus, les arbitres africains sont davantage nommés dans les litiges internes. Cela signifie qu'il y a d'énormes possibilités de croissance du marché de l'arbitrage domestique en Afrique. Nous avons donc cherché à savoir si les répondants estimaient que l'arbitrage interne prenait de l'ampleur dans leurs juridictions. 85,30% des personnes interrogées affirment que l'arbitrage interne progresse dans leur juridiction contre 8% qui soutiennent le contraire.

D'après votre expérience pensez vous que l'arbitrage interne prend de l'ampleur dans votre juridiction?



Une expérience certaine est acquise avec les 64,4% de répondants qui sont intervenus en tant que conseil juridique et les 41,1% de répondants qui sont intervenus en tant qu'arbitre dans des arbitrages internes au cours de la période visée par le rapport. Cependant, ces chiffres sont encore faibles et vont assurément augmenter, d'autant plus que la demande est croissante. L'un des moyens de préparer des arbitres formés à cette augmentation future du nombre de cas en arbitrage interne sera la diversité dans les nominations. Par exemple, les personnes chargées des nominations peuvent trouver un équilibre dans les nominations entre les 41,1% des répondants qui n'étaient pas intervenus en tant qu'arbitre dans les différends internes et les 8,4% des répondants qui étaient intervenus en tant qu'arbitre dans plus de six cas en matière interne au cours de la période considérée.

Commentaires des répondants

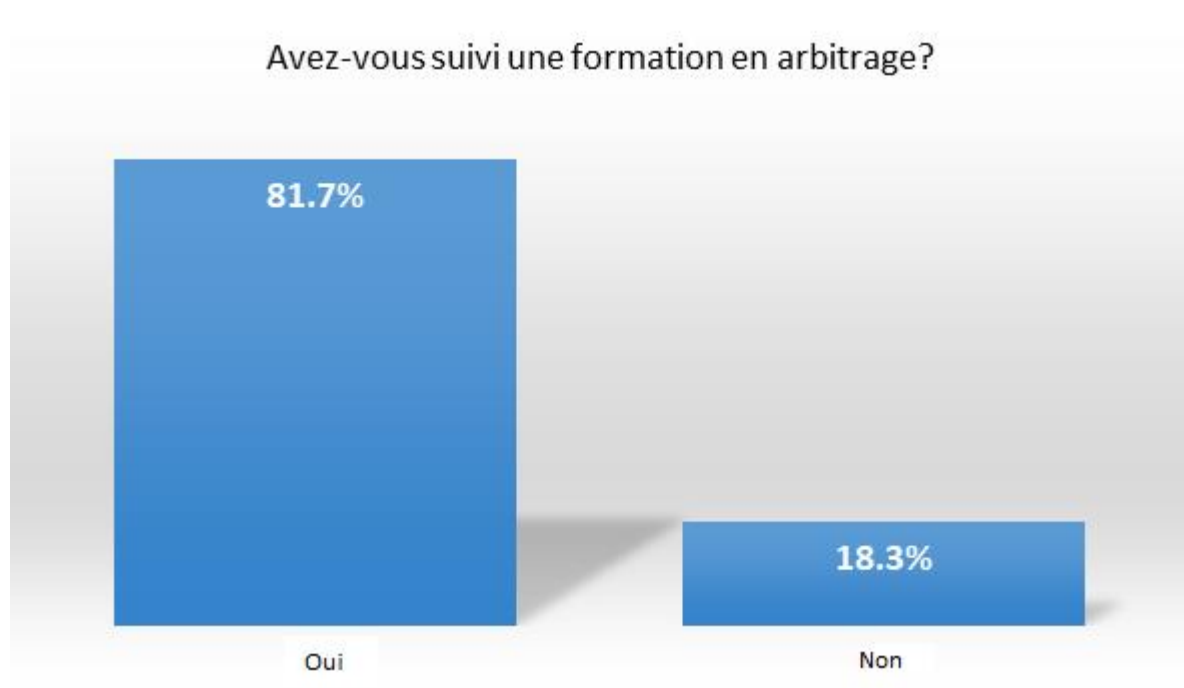
“En premier lieu, le marché intérieur des MARC devrait être mieux développé grâce à une sensibilisation adéquate et à la formation de clients potentiels, c'est-à-dire des entreprises, ministères, départements et entités étatiques”.

“Il existe en Afrique un nombre relativement important d'institutions arbitrales. Ces institutions devraient travailler ensemble pour commercialiser l'Afrique en tant que destination d'arbitrage. Les praticiens ont le devoir d'informer leurs clients sur ce que l'arbitrage peut leur apporter et que les tribunaux étatiques ne seront jamais capables d'accomplir”.

La croissance de l'arbitrage interne doit être soutenue, car il s'agit d'une véritable source qui fournira du travail potentiel lequel donnera à l'ensemble des praticiens de l'arbitrage l'occasion d'acquérir une expérience pratique en tant qu'arbitre, conseil et secrétaire de tribunal et de rendre le vivier potentiel de personnes susceptibles d'être nommées encore plus inclusif. En outre, les institutions d'arbitrage nationales, les autorités de nomination, les organisations et institutions d'arbitrage doivent s'engager à nommer des arbitres locaux et des secrétaires de tribunal dans les cas d'arbitrages internes. Par souci d'efficacité, les centres d'arbitrage et les organisations d'arbitrage en Afrique doivent également s'engager à sensibiliser, en matière d'arbitrage commercial dans leurs espaces locaux et régionaux notamment, pour générer la charge de travail en faveur des praticiens de l'arbitrage local.

Formation à l'arbitrage

81,7% des répondants ont suivi une formation spécifique en arbitrage contre 18,3% des répondants qui ne l'ont pas fait. Parmi ceux ayant suivi une formation en arbitrage, la grande majorité (72%) ont été formés par le Chartered Institute of Arbitrators (CI Arb), et près d'un quart des répondants (23%) ont suivi un cursus universitaire en matière d'arbitrage dans le cadre d'un diplôme supérieur et 35% des répondants ont suivi une formation en arbitrage avec diverses autres organisations et centres, y compris les cabinets d'avocats. Un peu plus du quart (28%) des répondants ont suivi une formation en arbitrage dispensée par plus d'un organisme ou fournisseur de formation, tandis que 18,3% des répondants n'ont pas suivi de programme de formation en arbitrage



Les 81,7% des répondants qui ont suivi une formation en arbitrage ont déclaré que la formation est utile pour leur pratique d'arbitrage.

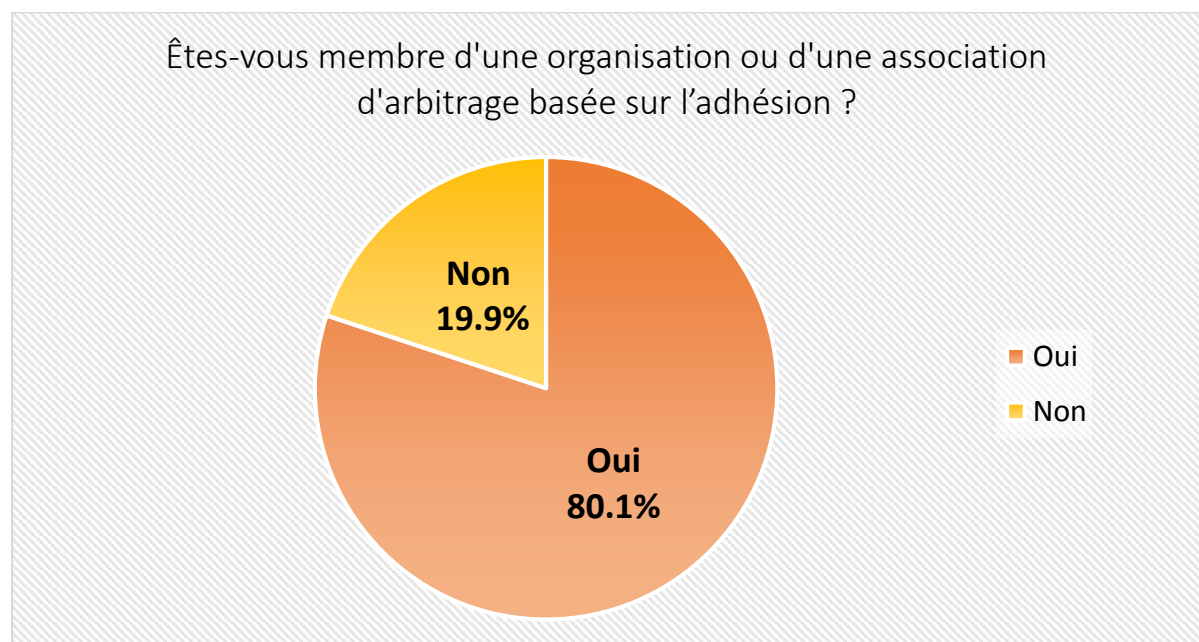
Ces données confirment la preuve anecdotique que le Chartered Institute of Arbitrators est le principal fournisseur de formation en arbitrage en Afrique. Il est important de savoir pourquoi les praticiens africains de l'arbitrage préfèrent acquérir la formation dispensée par le Chartered Institute of Arbitrators (CI Arb). Une des raisons pourrait être la certification internationale accordée à l'issue de la formation CI Arb comme indiqué ci-dessus. L'obtention de cette certification

permet aux répondants de se projeter directement auprès des utilisateurs de l'arbitrage (et des autorités de nomination) comme possédant des connaissances et des qualifications internationalement reconnues en matière d'arbitrage. Par hypothèse, on suppose que la certification CIArb rassure les autorités de nomination. Néanmoins, les données ci dessus ne permettent pas de conclure que les praticiens africains qui en ont bénéficié aient réussi à se faire nommer comme arbitres dans des différends.

L'observation qui précède est importante en ce qu'elle permet aux arbitres potentiels de savoir comment capitaliser leurs efforts marketing et d'acquisition de l'expérience professionnelle afin d'être mieux positionné pour d'éventuelles nominations. Chaque programme de formation a un coût et pas des moindres. Autant il est admis que l'investissement dans l'arbitrage (formation, frais d'adhésion et participation à des conférences, entre autres) est une stratégie d'investissement à long terme, autant il importe de cibler la formation appropriée afin de ne pas disperser ses efforts en obtenant des certifications qui ne serviront pas à obtenir de nomination en qualité d'arbitre.

Adhésion aux associations d'arbitrage

80,1% des répondants ont adhéré en qualité de membres à une association d'arbitrage tandis que 19,9% des répondants n'y ont pas adhéré. Le CIArb est le principal fournisseur de formation en matière d'arbitrage en Afrique, ce qui confirme ce qui avait été déjà relevé ci-dessus. Il résulte en effet que des 80% des répondants qui appartiennent à une organisation d'arbitrage basée sur l'adhésion, 80% appartiennent aux diverses branches africaines du CIArb, tandis que 42 % des répondants ont adhéré à au moins deux associations d'arbitrage à l'intérieur et à l'extérieur du continent.

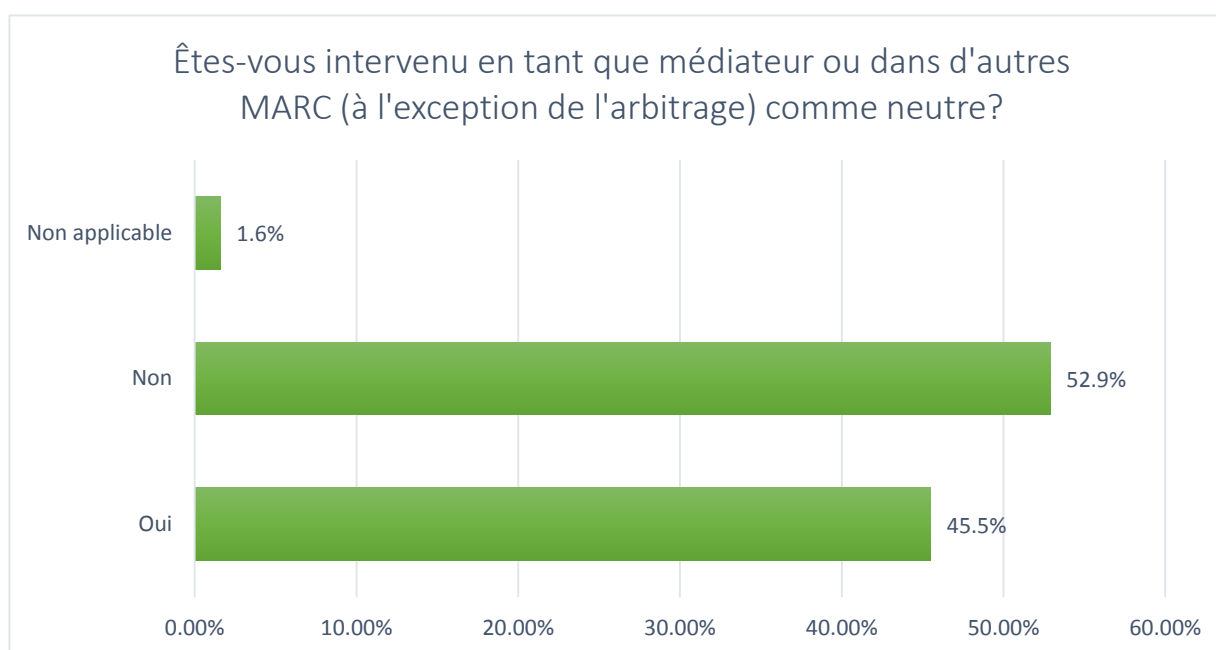


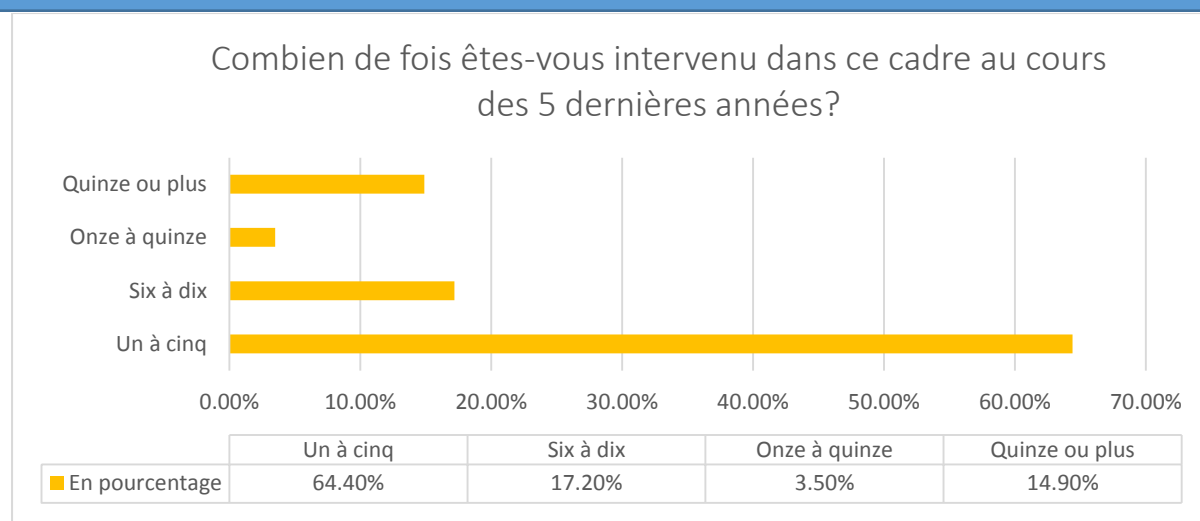
Il apparaît de ce qui précède que les praticiens africains de l'arbitrage accordent de l'importance à l'adhésion aux organisations arbitrales, celles-ci continuent par ailleurs à prospérer. La plupart des organisations arbitrales fonctionnent sur la base des frais d'adhésion qui constituent un investissement pour les praticiens africains de l'arbitrage lesquels espèrent en tirer des bénéfices, dont le premier est la nomination en qualité d'arbitres. Il incombe, dès lors, aux personnes qui sont membres de plusieurs organisations d'évaluer le rapport qualité – prix résultant de ces adhésions.

Dans l'optique de cerner l'utilité de ces adhésions, il semble par conséquent nécessaire d'interroger le degré de participation de leurs membres et la qualité des services qu'ils en tirent.

Participation à la médiation

L'enquête a pris en considération les autres Modes Alternatifs de Règlement de Conflits (MARC), dans l'optique de savoir si les praticiens de l'arbitrage y interviennent également. Le questionnaire s'est ainsi intéressé sur leur participation à la médiation en qualité de médiateurs. Une faible majorité de répondants (52,9%) ne sont pas intervenus en qualité de médiateurs, contre 45,5% des répondants qui sont intervenus en cette qualité pendant la période de référence (2012-2017). 64,4% des répondants sont intervenus en qualité de médiateurs et ont ainsi participé à une des cinq médiations au cours de la période considérée, tandis que 17,2% ont été arbitres dans six ou dix différends au plus, et 14,9% des répondants ont arbitré 15 différends ou plus. au plus, et 14,9% des répondants ont arbitré 15 différends ou plus.



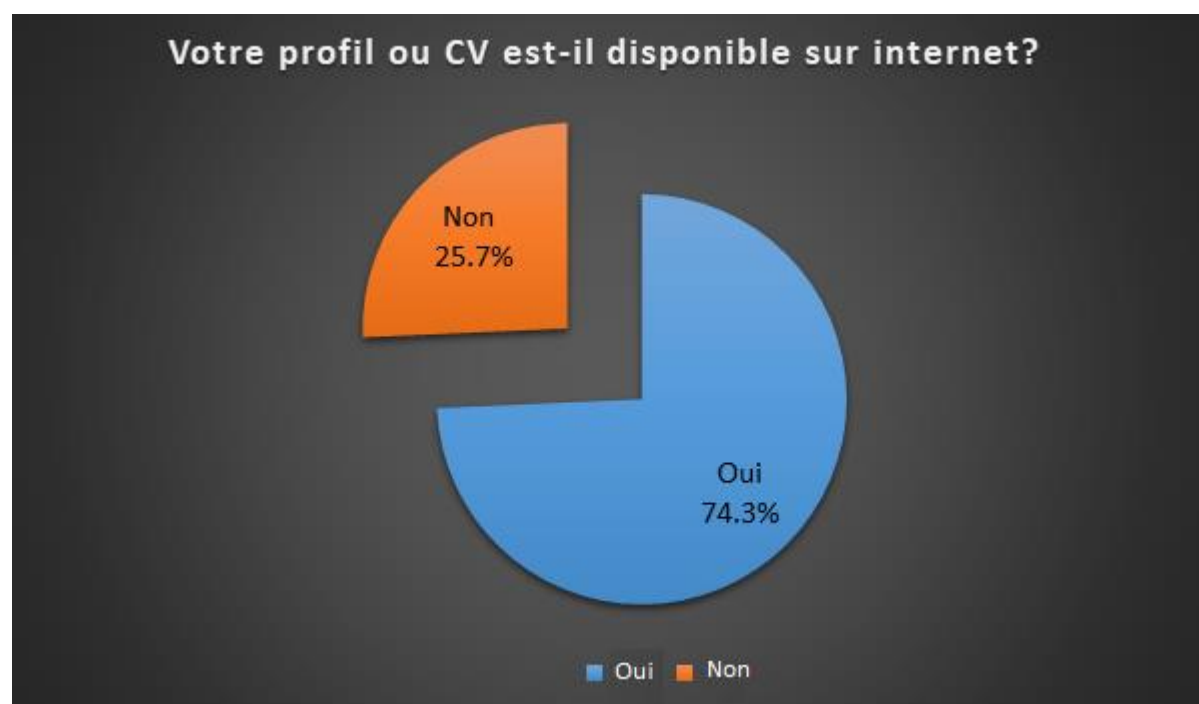


Les données recueillies témoignent de la pratique croissante de règlement de litiges par les praticiens non-plus simplement en qualité d'arbitre ou médiateur. Cette pratique est encourageante et devrait permettre une croissance croisée des compétences et un plus grand professionnalisme. Elle permettra également aux praticiens d'élargir le portefeuille des potentielles nominations des praticiens africains dans le domaine des MARC.

Visibilité des praticiens de l'arbitrage

L'un des moyens^{vi} pour un praticien de l'arbitrage d'accroître sa visibilité consiste à maintenir une présence en ligne sur internet. Il importe par conséquent de télécharger son curriculum vitae (CV) ou son profil professionnel sur une plateforme en ligne. De cette manière, les potentielles autorités de nomination pourraient trouver facilement un praticien disponible en effectuant une recherche en ligne.

Le profil professionnel ou le CV de la majorité des répondants (74,3%) est disponible en ligne, y compris sur des plateformes médiatiques professionnelles (comme LinkedIn) et sociales (comme Facebook). Une des raisons avancées par certains des 25,7% des répondants, qui n'ont pas encore de profil en ligne, est la brièveté de leur CV ou profil. En d'autres termes, ces personnes estiment ne pas avoir suffisamment d'expérience en matière d'arbitrage, particulièrement en qualité d'arbitre, et ne se considèrent donc pas compétitives sur le marché. Certains répondants estiment que leur CV ou leur profil professionnel n'est pas approprié pour être disponible en ligne. Le résultat de cette analyse est pertinent car il permet de se demander (à l'ère des Nouvelles technologies de l'information) de quelle manière les potentielles autorités de nomination peuvent accéder à de tels candidats pour d'éventuelles nominations.



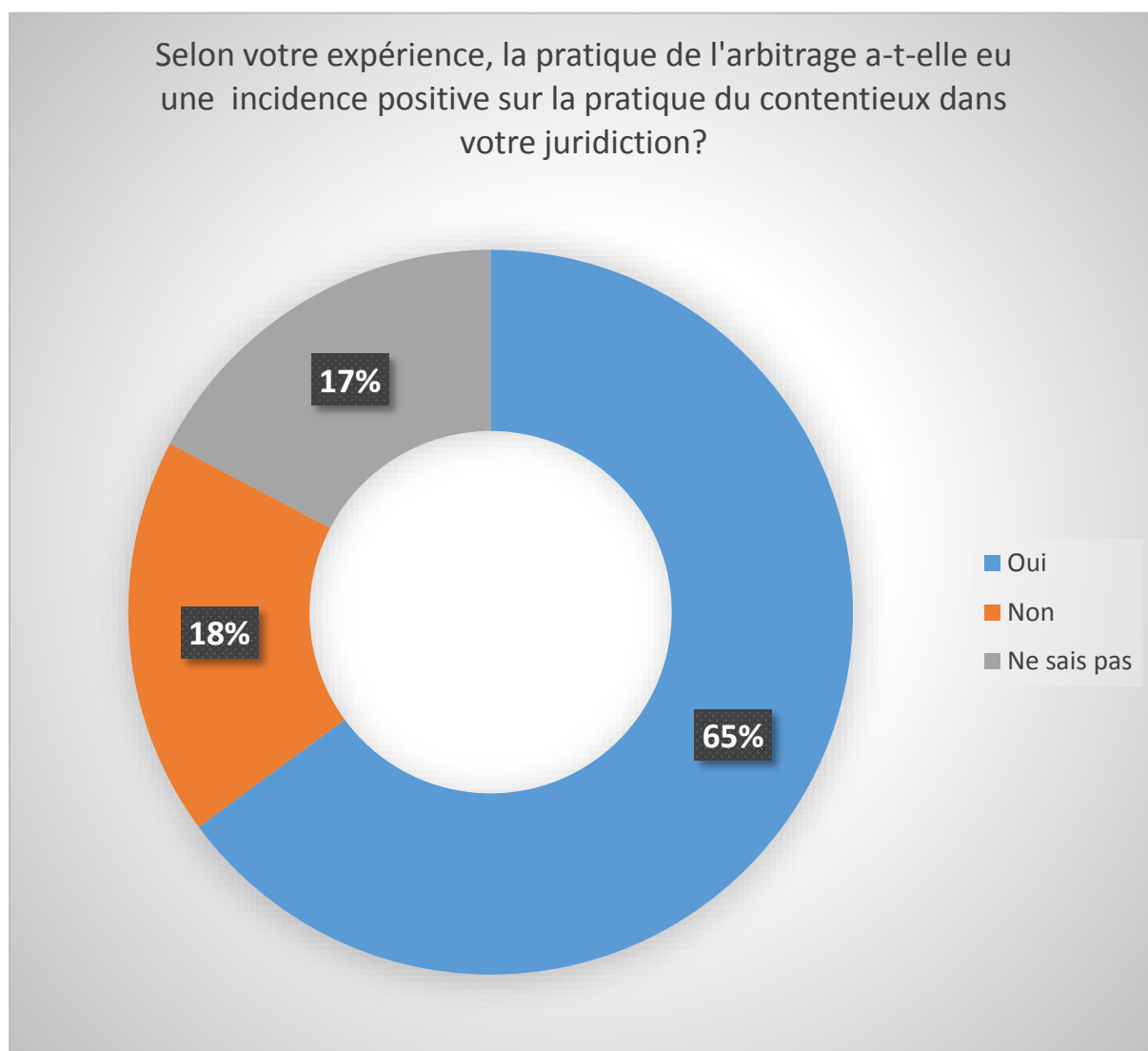
L'enquête a révélé qu'il existe des praticiens de l'arbitrage qui ne croient pas en la commercialisation de leur expertise et de leurs services par le biais des médias sur internet. Toutefois, cela ne revient pas à affirmer que lesdits praticiens ne commercialisent pas leur expertise et leurs services. L'attitude des uns et des autres s'agissant de l'utilisation de plateformes en ligne peut s'expliquer par la différence dans le choix des médias de communication par les praticiens suivant leurs générations. Les praticiens les plus jeunes et les plus avertis en matière de technologie sont plus à l'aise avec la mise à disposition en ligne de leurs profils et de leurs CV (même sur les plateformes de médias sociaux et professionnels); alors que certains praticiens plus âgés (qui sont plus réservés sur le plan des Nouvelles Technologies de l'information) préfèrent s'appuyer sur des contacts personnels et des références résultants du bouche à oreille. Cette attitude «négative» à l'égard du marketing sur internet peut également expliquer les restrictions observées au niveau de certaines juridictions africaines qui désapprouvent la publicité faite par les avocats auprès du grand public.

Il convient de noter cependant qu'aucun élément ne permet d'affirmer que les praticiens présents sur internet obtiennent davantage de nominations que ceux qui n'y sont pas. De la même manière, aucun élément ne permet de soutenir que la présence sur internet entraîne des nominations. À tout le moins, les requérants potentiels trouveront facilement les profils de candidats potentiels disponibles en ligne; ceci étant la reconnaissance de ce que dans un monde globalisé, une présence en ligne (que ce soit par un profil limité, sur un site internet professionnel ou d'autres plateformes) est pratiquement devenue une nécessité.

Les plateformes en ligne sur lesquelles les profils et les CV de praticiens africains de l'arbitrage sont disponibles sont de plus en plus utilisées. Ces plateformes médias s'ajoutent aux profils téléchargés sur les sites internet des cabinets d'avocats (pour les 73,3% de répondants appartenant à des cabinets d'avocats). L'utilisation de plateformes en ligne à cette fin est appelée à croître, eu égard notamment au développement de plateformes en ligne créant leurs propres outils de recherche d'arbitre.^{vii}

Impact de l'arbitrage sur la résolution des différends

64,9% des répondants affirment que l'arbitrage a eu une incidence positive sur la résolution des différends dans leurs juridictions. 17,8% des répondants affirment le contraire, tandis que 17,3% des répondants juridiction n'ont pas d'opinion sur la question. 64,9% apparaît comme un pourcentage élevé de ceux qui soutiennent que l'arbitrage a eu une incidence positive sur la résolution des différends dans leur juridiction.



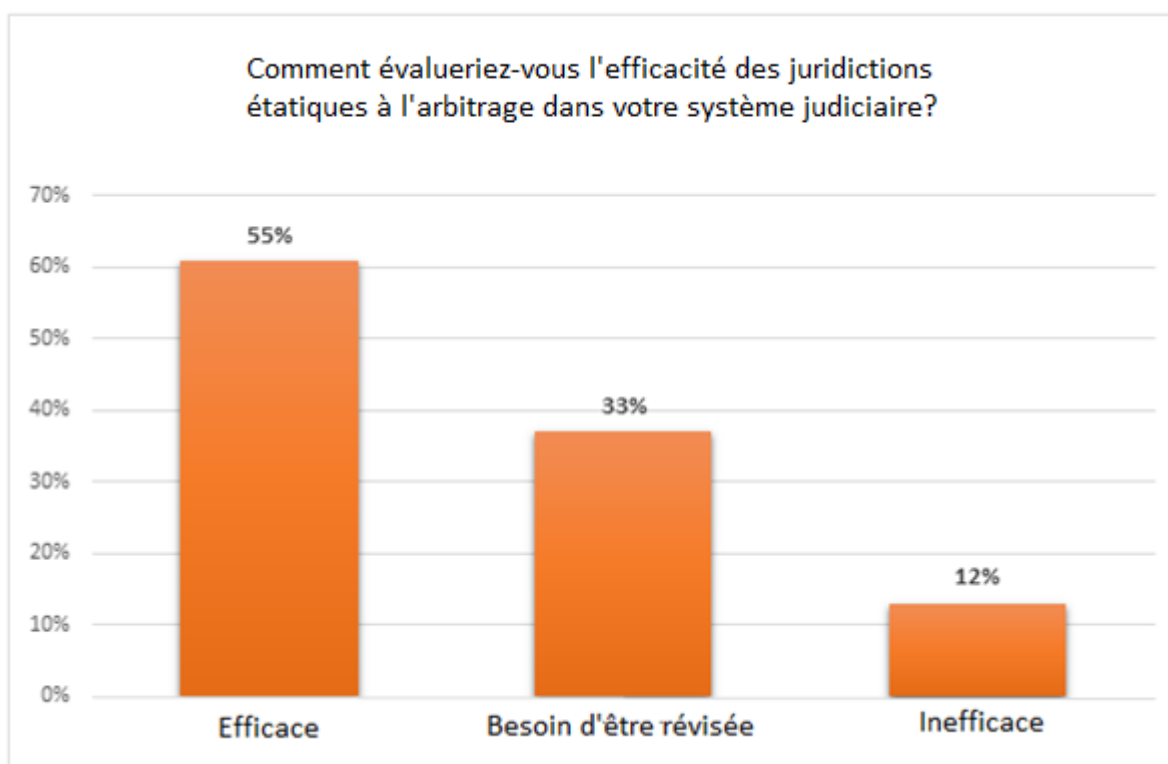
Les participants ont donné leur opinion sur l'influence positive de l'arbitrage dans la résolution des litiges:



Ces témoignages sont très encourageants. Ils constituent la preuve de l'influence positive de la pratique arbitrale sur les litiges, en particulier dans les juridictions où les systèmes juridiques ne sont plus adaptés, notamment pour les affaires commerciales, comme c'est le cas dans la majorité des États africains.

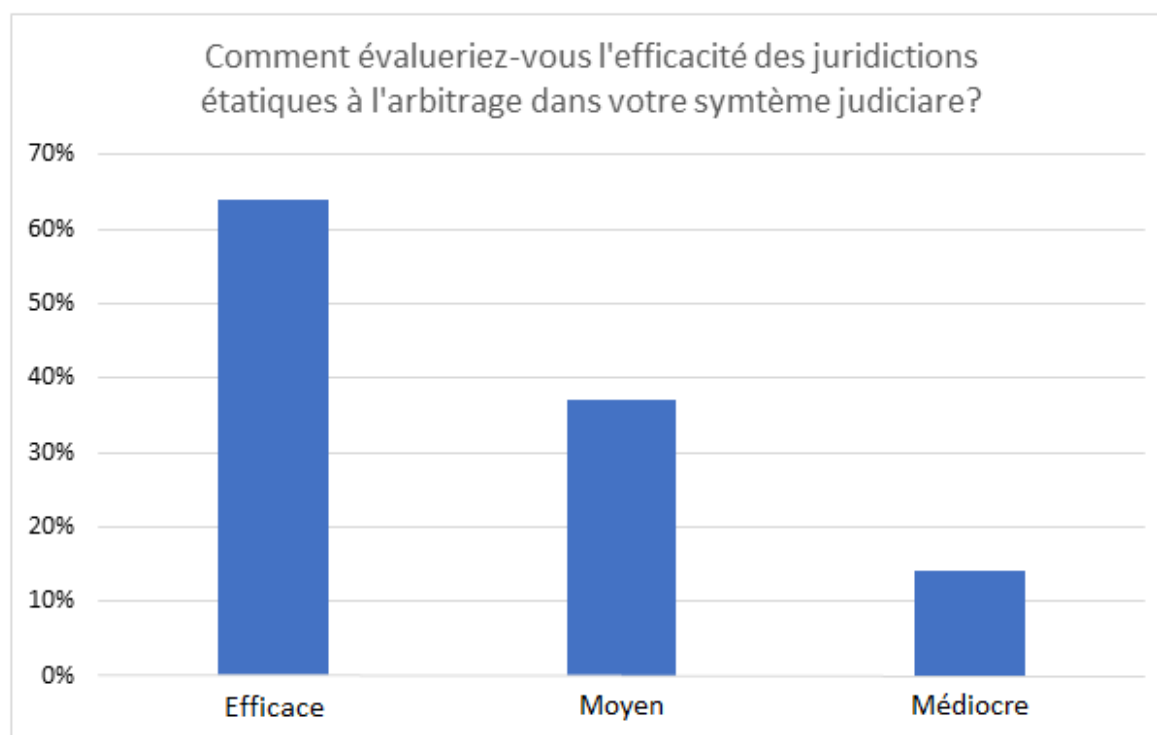
Efficacité des lois nationales sur l'arbitrage

La majorité des 111 répondants (55%) à cette question affirment que leur loi nationale sur l'arbitrage est efficace, 33% d'entre eux sont pour la révision de leur loi nationale sur l'arbitrage, tandis que 12% pensent que leur loi nationale d'arbitrage est inefficace. Un répondant a noté que la loi sur l'arbitrage international dans sa juridiction est très efficace contrairement à la loi applicable dans le cadre de l'arbitrage interne qui repose toujours sur «les dispositions dérivées des anciennes règles de procédure françaises».



Ces données confirment le constat relevé par la majorité des praticiens africains, selon lequel leurs lois nationales sur l'arbitrage sont adaptées à leur réalité et à leur objectif. Il convient cependant d'indiquer qu'une révision des lois nationales africaines sur l'arbitrage est nécessaire, pour leur permettre de répondre aux attentes contemporaines des parties à l'arbitrage.

Soutien des juridictions étatiques à l'arbitrage



Sur l'efficacité des juridictions étatiques à l'arbitrage dans leurs juridictions, la majorité des 115 répondants participants ayant répondu à cette question (55,7%) ont jugé que leur système judiciaire était efficace. 32,2% des répondants ont évalué leur système judiciaire comme moyen, tandis que que 12,1% ont jugé que leur système judiciaire était médiocre. Ces opinions favorables envers les autorités judiciaires africaines sont encourageantes, même s'il existe très peu de magistrats spécialisés en arbitrage dans les juridictions africaines.^{viii} On note cependant, dans les juridictions africaines, une augmentation des tribunaux de commerce qui connaissent également des différends en lien avec l'arbitrage.^{ix} Quant aux normes d'expertise judiciaire et de support elles ne sont pas uniformes sur le continent.

“La méconnaissance des principes régissant l'arbitrage devant les juridictions étatiques a énormément affecté le type de jugement rendus récemment en la matière”.

Résumé

Ce rapport est la preuve que la participation des arbitres africains dans la résolution des conflits internationaux est encore très faible. Il permet néanmoins de constater que leur présence est effective en matière d'arbitrage interne. La participation à l'arbitrage interne est un moyen important pour les arbitres africains d'acquérir l'expérience nécessaire en matière d'arbitrage. Les données de notre enquête permettent de conclure que la diversité doit également exister dans la nomination des arbitres sur le plan interne.

L'expertise en matière d'arbitrage sur le continent africain, est indéniable, bien qu'elle ne soit pas uniformément répartie. Les pays africains jouissant d'une bonne expérience en la matière pourraient aider ceux qui rencontrent encore des difficultés en la matière. De cette manière, des liens solides seront développés au niveau régional et continental, ce qui conduira à une expertise qualitative en arbitrage et à une plus grande nomination d'arbitres africains, de conseils et secrétaires de tribunaux dans les différends dans lesquels les parties africaines sont impliquées.

Les commentaires et les réponses aux questions posées aux répondants dans le cadre de cette enquête, appuient ou vérifient les commentaires anecdotiques résultants de la littérature ou des débats de conférences. Les opinions exprimées confirment également un fait connu, celui selon lequel les praticiens africains de l'arbitrage n'ont aucun contrôle sur les perceptions ou les points de vue des utilisateurs de l'arbitrage et de leurs conseils juridiques. En explorant ce que les praticiens africains de l'arbitrage peuvent faire eux-mêmes, pour participer à l'arbitrage international, diverses suggestions ont été formulées par les répondants. Les propositions émises peuvent être globalement résumés en trois catégories: formation continue et développement des compétences, augmentation de la visibilité, nomination d'africains par leurs compères.

Un exemple de commentaires:

"La participation des praticiens africains de l'arbitrage augmente. Néanmoins, seule une poignée de praticiens de haut niveau contribuent véritablement au rayonnement de l'arbitrage en Afrique, même si on dénombre un nombre croissant de jeunes avocats qui s'intéressent de plus en plus à l'arbitrage. Au fur et à mesure de l'évolution de carrière de la prochaine génération d'avocats, il y a lieu d'espérer que la participation des praticiens africains à l'arbitrage augmentera considérablement".

Ce rapport arrive à la conclusion que la perception selon laquelle les praticiens de l'arbitrage africain manquent d'expertise et de compétences en matière d'arbitrage n'est pas avérée et est sans fondement, notamment dans certains États africains. Il est indéniable que certaines parties du continent souffrent encore du déficit de connaissances et de compétences en matière d'arbitrage, mais cette assertion ne peut s'appliquer à l'ensemble du continent. L'Afrique regorge de praticiens bien formés et compétents, disponibles pour être nommés comme arbitres, conseils ou secrétaires de tribunaux arbitraux tant dans les arbitrages internes, qu'internationaux, en particulier ceux impliquant l'Afrique.

ⁱ Exemple: Les statistiques de la CCI 2017: 153 parties (soit 6,6%) provenaient de 30 États d'Afrique subsaharienne et 55 parties (soit 2,4%) provenaient de six États d'Afrique du Nord, contre 24 arbitres (soit 1,6%) de 9 États d'Afrique subsaharienne et 34 arbitres (soit 2,3%) de 4 États d'Afrique du Nord. Les statistiques du CIRDI 2017: 15% des cas concernaient des États d'Afrique subsaharienne alors que 2% des arbitres nommés provenaient d'États d'Afrique subsaharienne. Quant aux États du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN), 11% des cas concernaient les États de la région MOAN et 4% des arbitres des États de la région MOAN. Dans les Statistiques de la LCIA 2017, 5,2% des parties étaient ressortissants d'États africains contre 2,18% d'Africains désignés comme arbitres (Ghana (3), Nigéria (4), Afrique du Sud (1) et Ouganda (1)).

ⁱⁱ Il est prévu d'ajouter le portugais comme l'une des langues dans les futures enquêtes, de manière à couvrir tous les intérêts et parties du continent afin de rendre l'enquête beaucoup plus représentative du continent.

ⁱⁱⁱ L'adhésion au CI Arb dans les pays africains est répartie ainsi qu'il suit: Nigéria (1250); Kenya (637); Afrique du Sud (116); Egypte (104); Maurice (95); Zambie (76); Ghana (57); Ouganda (32); Zimbabwe (22); Tanzanie (19); Rwanda (16); Malawi (12); Botswana (9); Soudan (7); Sierra Leone (6); Cameroun (5); Ethiopie (4); Seychelles (4); Algérie (2); Côte d'Ivoire (2); Gambie (2); Namibie (2); Angola (1); Burkina Faso (1); Libéria (1); Swaziland (1).

^{iv} Le CI Arb est un bon outil de comparaison parce que la grande majorité des praticiens de l'arbitrage en Afrique sont membres du CI Arb comme sus-mentionné.

^v Voir le site internet du CI Arb, <http://www.ciarb.org/about> consulté le 9 avril 2018.

^{vi} En plus d'intervenir dans les conférences, de publier des articles sur l'arbitrage dans des revues de renom etc.

^{vii} Voir par exemple les "Arbitration Recherche Tool (ART) par Global Arbitration Review; et pour les arbitres africains, voir les listes de I-Arb et AILA sur leurs sites internet.

^{viii} L'Ile Maurice est un exemple notable avec une chambre spécialisée connaissant des cas d'arbitrage international.

^{ix} De tels tribunaux de commerce spécialisés existent par exemple en Egypte, en Tunisie, au Ghana et au Kenya.